



En direct de l'UFR Santé Action Sociale



Site Internet : www.sante.cgt.fr - Courriel : ufr@sante.cgt.fr

N° 59 - Mai 2025

édito



Viviane DEBARGES,
Bureau UFR Santé
Action sociale

PAR NOS LUTTES IMPOSONS LA PAIX ET LA JUSTICE SOCIALE

Quel bonheur de manifester nombreux et nombreuses sous le soleil de ce mois de mai. Nous étions, ce 1^{er} mai, tous et toutes ensemble, joyeuses et joyeux, pour la défense des droits des travailleurs et des travailleuses : 150 000 selon la police, plus de 300 000 selon la CGT.

Bien sur les médias-business ont bien tenté de transformer cette journée de luttes par un cortège de jérémiades des employeurs du secteur de la boulangerie qui veulent faire travailler à tout prix leurs salarié-es le 1^{er} mai. Ils ne demanderaient que cela, paraît-il !!! Soyons sûr-es que si la rémunération était à la hauteur de leur travail et de leurs besoins, elles et ils ne chercheraient pas à besogner des heures ou des jours en plus.... Non, nous n'avons pas frôlé la famine et les travailleuses et travailleurs de ce secteur en ont « profité » pour se reposer et/ou manifester.

Ce jour revendicatif ne doit pas nous faire oublier une autre date anniversaire. Il y a 80 ans, le 29 avril 1945, pour la première fois, les femmes françaises sont autorisées à voter aux élections politiques et à être éligibles. Cela à la suite de l'amendement que le député PCF, Fernand GRENIER, dépose le 24 mars 1944, à l'Assemblée Consultative Provisoire à Alger, qui stipule que le droit de vote des femmes est établi en France. À l'occasion des élections municipales suivantes, des millions de Françaises se rendent aux urnes, concrétisant un droit arraché par la lutte. Il aura fallu des décennies de luttes féministes pour que les femmes françaises deviennent enfin des citoyennes à part entière. **Mais nous savons que les droits ne sont jamais acquis, il nous appartient de les défendre continuellement !**

Les semaines et les mois qui viennent s'annoncent importants, des journées d'actions sont prévues comme le 5 juin. Le congrès fédéral se tiendra du 19 au 23 mai à Dunkerque. Une trentaine de délégué-es retraité-es participera à ce moment démocratique. Pour que chacun et chacune d'entre nous donnent son avis, il nous faut participer aux réunions préparatoires prévues par nos syndicats ou USD. Il s'agira

de défendre le syndicalisme spécifique et porter la question de la continuité syndicale, vrai challenge quand on sait que dans notre secteur seulement un-e syndiqué-e sur dix partant à la retraite reste syndiqué-e.

À Dunkerque, ce sera pour nous aussi l'occasion de soutenir nos camarades d'ArcelorMittal en luttes pour conserver leurs emplois, après l'annonce de fermeture d'entreprise, dans ce secteur hautement stratégique pour notre pays.

Nous avons du travail sur le métier que nous devons tisser ensemble !



SOMMAIRE

- Compte-rendu CE UFR des 3 et 4 avril 2025 p.2-3
- 5 juin, en grève et en manifestation pour nos retraites, nos emplois et nos salaires p.4
- Les retraité-es à nouveau, au cœur de la cible p.5
- Financement retraites p.6
- Logement et virage domiciliaire p.7-10
- Dépassements d'honoraires : savoir et agir p.11
- Non au fascisme : hier comme aujourd'hui, plus que jamais la résistance continue p.12



COMPTE-RENDU DE LA CE DE L'UFR DES 4 ET 5 MARS 2025

Présent-es : Michel ARMENGAUD, Evelyne BAJARD, Gérard BONNEAU, Sylvie BRUNOL, Michèle CARBONNIER, Philippe CRÉPEL, Viviane DEBARGES, Josiane DELBOS, Claire DELORE, Jean-Luc DOUGUET, Bernard FRIGOUT, Bruno LECHAFTOIS, Françoise GENG, Dominique GUISTI, Roger Le GUÉNIC, Pascale LETOMBE, Denis Le ROHELLEC, Hélène MICHAULT, Christine POURRE, Michaëlle RIGODON, Marie-Claude ROUAUX.

Excusé-es : Patrice BOERO, Bernadette CAZENAVE, Madeleine LEMAIRE, William MAURY, Jean-Louis PERRIN, Edwige SALLÉ, Marceline SÉVÉRAC, Danielle VIGNAL

Présidence : Bernard FRIGOUT

Compte-rendu : Marie-Claude ROUAUX

Présidence : Christine POURRE

➔ RAPPORT D'ACTUALITÉ

Au niveau international, les guerres ne faiblissent pas, Israël qui bombarde de nouveau Gaza où l'on compte, de nouveau, des centaines de victimes, l'Ukraine toujours aux prises avec la Russie... Ce sont aussi les déclarations américaines. Celles-ci nous montrent que parfois la réalité peut dépasser la fiction avec Trump qui propose d'acheter le Groenland et le Panama, qui veut transformer Gaza en riviera et organiser la déportation massive des Palestiniens, qui somme l'Ukraine de lui céder les richesses de son sous-sol en échange d'une hypothétique sécurité, qui déstabilise le commerce international en instituant des taxes douanières disproportionnées... À côté de cela, la Birmanie compte ses morts après son tremblement de terre, Mayotte a du mal à se relever...

Au niveau national, ces conflits impactent la politique du gouvernement. Macron instille un esprit de guerre, va nous proposer des kits de survie, mais dans le même temps les répercussions sociales ne se font pas attendre : l'augmentation de RSA est repoussée à l'automne, il n'est pas question de revenir sur l'âge de départ à la retraite, le système de santé continue de s'effondrer, les déserts médicaux s'étendent, la psychiatrie agonise, le taux de mortalité infantile augmente, le financement des universités est en berne... Enfin, le Rassemblement National

se mobilise contre une décision de justice qui condamne Marine LE PEN.

Le rapport d'actualité donne lieu à de nombreux échanges.

Dans ce contexte tourmenté, les réactions sociales sont-elles à la hauteur de la situation ?

Les journées de mobilisations se succèdent, mais nous ne déplaçons pas les foules. Même si, le 20 mars nous avons eu une forte mobilisation des retraité-es, avec un mot d'ordre porteur : « De l'argent pour nos pensions pas pour les canons », accompagnée de quelques syndicats d'actifs et d'actives. Le 1^{er} avril le secteur de l'action sociale a aussi largement manifesté. L'indifférence relative des salarié-es, l'individualisme qui se majore, nous questionnent.

Se pose la question du militantisme et de la formation syndicale : du syndicat de base à la CEF, il faut « remettre de la conscience politique ».

Mais la préparation des temps forts n'est pas toujours aussi suffisante, comme le montre la journée du 3 avril dans la Fonction publique. En CE de l'UFR à Montreuil, le 3 avril, nous nous sommes rendu-es au rassemblement parisien à Bercy où nous n'avons pu que constater les



CE UFR à la manif du 3 avril à Bercy avec Sophie BINET

rangs clairsemés des manifestant-es. Que dire aussi de l'absence de réactions du secteur de la Santé à la pénalisation des arrêts-maladies, au

risque de disparition de la pénibilité ? Pourquoi ne pas envisager une grande journée d'étude sur la santé ?

Déjà, préparons-nous pour le 1^{er} mai, faisons de cette journée une grande mobilisation sur les retraites, les salaires, contre la vie chère, contre la destruction du système de santé... Il faut redonner de l'espoir aux salariés. Il faut avoir conscience qu'on ne s'en sortira qu'avec des mobilisations et des grèves interprofessionnelles.

Projet de loi sur les ratios de soignants dans les secteurs d'hospitalisation : cette question doit être approfondie. Adopter cette loi sans plans de formations adaptés, de soignants serait certainement néfaste et risquerait de provoquer de nombreuses fermetures de lits. Le prochain congrès fédéral devrait aborder ce point.

→ **CNRACL**

La CNRACL va très mal : les rentrées d'argent sont insuffisantes et les dettes s'accumulent. Aujourd'hui, on compte 1,18 actif pour 1 retraité et, si on continue ainsi, se sera, en 2031, 1 actif pour 1 retraité. Cette situation intenable provoquerait l'explosion du système qui n'est pas garanti par l'État. Là aussi, la prise de conscience et les réactions de la fédération et de l'ensemble des responsables syndicaux ne sont pas à la hauteur du problème. Un webinaire qui devait exposer la situation et provoquer des échanges n'a été suivi que par une vingtaine de militants. De même, dans le document d'orientation préparatoire au congrès de Dunkerque, la situation de la CNRACL est peu abordée. Pourtant, l'effondrement de la CNRACL participe à l'attaque contre la Fonction publique. À nous tous de faire évoluer les revendications sur la CNRACL en les portant lors de notre prochain congrès.

Il faut déjà de toute urgence un plan de titularisations massif afin que le nombre d'actifs cotisant soit plus important.

Nous décidons d'avoir un débat sur la CNRACL au stand UFR du congrès de Dunkerque, en présence de Michèle CARBONNIER et les autres camarades élus-es au CA CNRACL présent-es au congrès.

→ **PERTE D'AUTONOMIE ET LES DIFFÉRENTES ALTERNATIVES À L'EHPAD**

Le collectif UFR autonomie présente sa note de synthèse « Logement et Virage domiciliaire » qui sera publiée dans la lettre UFR.

Actuellement, 600 000 personnes âgées vivent en EHPAD, mais d'autres choix sont possibles. Aujourd'hui, la pénurie de logements sociaux est très importante (2,7 millions de personnes sont en attente d'un logement social). 75 % des personnes âgées vivent à domicile et cela devrait croître avec le virage domiciliaire voulu par le gouvernement. Mais dans quelles conditions ? On sait que les besoins en logements sociaux sont énormes, que les aménagements des habitations sont onéreux, que, pour les personnels qui exercent à domicile, les conditions de travail sont très difficiles, que les moyens alloués ne sont pas à la hauteur des besoins.

→ **PROCHAIN CONGRÈS FÉDÉRAL DE DUNKERQUE**

Nous avons regretté que le document d'orientation ne nous parvienne presque exclusivement sous forme numérique. Nous avons refait le point sur les commissions, sur les mandaté-es retraité-es qui ne sont pas encore tous connus, sur l'animation que prévoit l'UFR à partir du stand que 2 camarades vont tenir. Nous prévoyons le mercredi à la pause repas d'avoir un débat sur la CNRACL en présence de Michèle CARBONNIER, et les autres camarades élus-es au CA CNRACL présent-es au congrès.

Nous avons aussi échangé sur l'intérêt d'une retransmission des débats. Enfin les camarades qui participent à la commission « mandats et votes » ont remarqué que les cotisations syndicales des retraité-es étaient de celles qui étaient les plus élevées et cela peut questionner. Enfin, dans le contexte sinistré du secteur de la Santé qui nécessite de fortes mobilisations, nous souhaitons que ce prochain congrès redynamise la Fédération.



5 JUIN 2025



EN GREVE ET EN MANIFESTATION POUR NOS RETRAITES, NOS EMPLOIS ET NOS SALAIRES

RETRAITES, SALAIRES, EMPLOI : MÊME COMBAT !

La retraite par répartition c'est solide et solidaire : chaque euro cotisé finance immédiatement les pensions. Des salaires + élevés, c'est + de cotisations pour la sécurité sociale, donc de meilleures retraites, mieux financées.

Augmenter les salaires et gagner l'égalité salariale femmes-hommes, ce n'est pas seulement juste, c'est aussi le moyen fiable et efficace de garantir l'avenir de notre système solidaire par répartition.

Le salaire net c'est pour le mois, le salaire brut ça donne des droits. À l'inverse, les exonérations de cotisations sociales, la pression sur les bas salaires et le recours massif aux primes non cotisées affaiblissent le financement de nos retraites. Les salarié-es payent 2 fois : moins de cotisations, c'est de moins bonnes pensions.

Augmenter les salaires, c'est mieux répartir les richesses. En 2024, les dividendes versés aux actionnaires ont battu des records. Une part de ces profits doit revenir à celles et ceux qui produisent la richesse : les travailleur-ses. C'est pourquoi la CGT exige le maintien des 10 % d'abattement sur les retraites et **l'indexation des pensions** sur les salaires.

Salaires - retraites : ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un pour l'autre. Augmenter les salaires, sécuriser l'emploi, remettre à plat les exonérations de cotisations : ce sont des moyens pour revenir à une retraite à 62 ans maintenant, puis le retour à 60 ans. Le patronat et le gouvernement refusent d'entendre les propositions CGT pour préserver les profits de quelques-uns. Dans plusieurs entreprises des augmentations de salaires ont été obtenues par la grève. Nous pouvons gagner des mesures de financement et l'abrogation des 64 ans en nous mobilisant !

Le 5 juin, il y a une double utilité à se mobiliser :

=> **Dans la rue, pour gagner l'abrogation** de la réforme des retraites : **64 ans c'est non !**

=> **Dans son entreprise et son service** pour revendiquer et gagner des avancées sur les **salaires et les conditions de travail**

Grèves, débrayages : on fait pression pour nos revendications !

GAGNER L'ABROGATION DE LA REFORME

Nous avons été des millions en grève et en manifestation en 2023 contre le recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans, imposé par 49-3. Le gouvernement est fragile, **le 5 juin il y aura enfin un vote à l'Assemblée.** Il faut respecter la démocratie : près de 70 % de la population soutien l'abrogation. Aux députés de se prononcer, maintenant.

MAINTENIR L'EMPLOI ET L'AVENIR DE L'INDUSTRIE

Avec la CGT, la mobilisation des salarié-es de la Fonderie de Bretagne a permis de sauver les emplois et l'outil industriel. Mais, 300 plans de suppressions d'emplois sont toujours en cours. Face à l'urgence, la CGT exige **un moratoire pour stopper en urgence les licenciements** et le contrôle des aides publiques versées aux entreprises.

COMBATTRE L'AUSTERITÉ, DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS

Au nom de l'austérité, les hôpitaux ferment, les transports publics saturent, l'école publique est sacrifiée pour financer les aides publiques aux entreprises et les cadeaux fiscaux aux plus fortunés. Le 5 décembre dernier, grâce à la mobilisation des agent-es de la fonction publique, le gouvernement a dû reculer, notamment sur les 3 jours de carence.

Face aux nouvelles attaques contre les agent-es des services publics, la mobilisation se poursuit pour rétablir la prise en charge maladie à 100% et gagner la hausse du point d'indice, la GIPA et la titularisation des emplois précaires.

Toutes les manifestations et rassemblements sont sur carte.cgt.fr ou en flashant ce code :



Ne pas ieter sur la voie publique – Confédération CGT – 5 mai 2025

Tous les rdv sur carte.cgt.fr

Les retraité-es, à nouveau, au cœur de la cible !

Les retraité-es sont, à nouveau, la cible des membres du gouvernement, du patronat, de pseudos experts ou économistes. Toutes et tous se succèdent dans les médias, pour, à nouveau, opposer les retraité-es au reste de la population.

Après le Premier ministre accusant les retraité-es d'être responsables de la moitié du déficit de la France, c'est maintenant la ministre des Comptes Publics, Amélie de Montchalin, qui fait une promotion éhontée de la suppression de l'abattement fiscal de 10 % « octroyé » aux retraité-es.

Cet abattement, en vigueur depuis 1978, visait à neutraliser les réformes du calcul de l'impôt sur le revenu et à atténuer, en partie, la perte de revenu au passage à la retraite. Contrairement aux propos des présidents du COR¹ et du Medef, cet abattement n'a aucun lien avec la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels.

Ce n'est pas la première fois que cette mesure est évoquée par l'exécutif. Elle avait déjà été envisagée dans le cadre du PLFSS² 2025. La mobilisation des retraité-es avait contraint le gouvernement de l'époque à faire machine arrière.

Gouvernement et patronat se retranchent derrière l'objectif de 40 milliards d'euros d'économies à réaliser dans le cadre du PLFSS 2026, pour ressortir ce projet des cartons. Mesure qui permettrait de récupérer, sur le dos des contribuables retraité-es, 4,5 milliards d'euros. Tout en prétendant ne pas vouloir augmenter les impôts, leur volonté est d'accroître, de manière déguisée, la pression fiscale sur les retraité-es.

Quelles conséquences sur le quotidien des retraité-es ?

Si elle était mise en œuvre, la suppression de l'abattement fiscal de 10 % impacterait plus de 11 millions de retraité-es qui verraient leur taux d'imposition augmenter, et plus de 500 000 retraité-es qui deviendraient imposables.

L'augmentation du revenu fiscal de référence aurait des conséquences sur le taux de CSG³ appliqué, remettrait en cause l'accès à certaines aides et allocations ou au logement social soumis à conditions de ressources. Elle pourrait aussi conduire certain-es retraité-es à être éligibles au paiement de la CASA⁴ et/ou de la CRDS⁵.

Certaines et certains défendent l'idée qui consisterait à ne cibler qu'une partie des retraité-es, celles et ceux dont les pensions seraient supérieures à un certain montant. Ce qui participe aussi de la volonté d'opposer les retraité-es entre eux.

Quel que soit le niveau du curseur, n'oublions pas que le niveau de la pension est la résultante de la rémunération durant l'activité professionnelle.

L'UCR-CGT s'oppose à toute diminution du pouvoir d'achat des retraité-es, et ce quel que soit le montant de la pension perçue.

Plutôt que s'attaquer aux retraité-es, le gouvernement et le patronat devraient regarder du côté des aides publiques accordées sans conditions ni contrôles, des exonérations de cotisations sociales qui impactent grandement le financement de notre système de protection sociale et qui représentent plusieurs centaines de milliards d'euros.

L'augmentation du niveau des pensions est aussi un moyen d'avoir des ressources supplémentaires. C'est pourquoi, l'UCR-CGT revendique une revalorisation immédiate de toutes les pensions de 10 % et l'augmentation des minima de pensions (MICO⁶ et MIGA⁷) de 300 €.

L'UCR-CGT appelle l'ensemble des retraité-es à se mobiliser massivement, le 5 juin 2025, aux côtés des salarié-es, du privé comme du public, pour la revalorisation des pensions et la reconquête d'une protection sociale intégrale et solidaire.

Montreuil, le 28 avril 2025

1. COR: Conseil d'orientation des retraites - 2. PLFSS: Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale - 3. CSG: Contribution sociale généralisée - 4. CASA: Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie - 5- CRDS: Contribution au remboursement de la dette sociale - 6. MICO: Minimum contributif (privé) - 7. MIGA: Minimum garanti (Fonction publique)



Confédération
Générale du Travail
pour le compte de
tou·tes les travailleur·ses

RELANCE

Facture – Avis à payer

date d'émission : depuis toujours
à payer avant le : en retard

à l'attention du

MEDEF

55 av. du Bousquet
75007 PARIS

Objet : financement des retraites

Descriptif	Sommes dues ^{en €}
Garantir l'égalité salariale femmes/hommes	6 000 000
Lutter contre la fraude aux cotisations sociales <small>travail dissimulé</small>	8 000 000
Faire cotiser toutes les rémunérations <small>participation, intéressement</small>	4 000 000
Augmenter de 1 % les cotisations vieillesse <small>part employeur</small>	6 000 000
Faire contribuer les revenus financiers	10 000 000
Récupérer les exonérations non compensées	3 000 000



TOTAL : **37 MILLIARDS €**

rejoindre
la mobilisation



Chèque à adresser aux caisses de retraites

Aucun report de paiement, ni pénalité reposant sur les travailleur·ses ne seront acceptés
(report de l'âge de départ en retraite, baisse des pensions...)

LOGEMENT ET VIRAGE DOMICILIAIRE

Les politiques publiques de l'autonomie privilégient de plus en plus le maintien à domicile pour les personnes âgées. C'est ce qu'on appelle le virage domiciliaire, par analogie avec le virage ambulatoire entamé par l'hôpital, par opposition avec l'institutionnalisation qui repose sur l'accueil en établissement. L'objectif serait de permettre à des personnes, en perte d'autonomie avancée, de rester chez elles le plus longtemps possible.

Une enquête de France Assos Santé, publiée le 25 février 2025, montre que les Français plébiscitent le maintien à domicile, avec plus de 9 personnes sur 10 privilégiant les soins reçus ou dispensés dans ce cadre... Quand ils y ont accès.

Le vieillissement accéléré de la population française : 21 % de plus de 65 ans, à ce jour va s'accroître. L'année 2026 constituera le début d'un véritable sommet du grand âge car les premières générations du baby-boom auront plus de 80 ans et leur part dans la population progressera durant au moins 30 ans, la dépendance avec. Aujourd'hui, 1 300 000 personnes sont en perte d'autonomie et un million supplémentaire devrait les rejoindre d'ici 2030. Les perspectives de la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) avancent le chiffre à 4 millions en 2050.

La loi du 8 Avril 2024, portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie, pose au moins en son titre un objectif essentiel et incontournable : « Bâtir la société du bien vieillir », même si elle ne répond absolument pas à son objet.

D'évidence, la disponibilité ainsi que les modalités de logement constitueront une condition indispensable pour la réussite du virage domiciliaire.

Il y a donc urgence

ÉTAT DU LOGEMENT EN FRANCE AUJOURD'HUI¹

A ce jour 4,2 millions de personnes sont mal logées, dont un tiers de plus de 60 ans.

Les personnes âgées sont parmi les premières victimes du mal logement, 23 % des plus de 75 ans vivent sous le seuil de pauvreté, devant choisir entre se chauffer ou se soigner. Pire, 300 000 seniors occupent un logement indigne (insalubrité, absence



de sanitaires, d'ascenseur...) aggravant les risques d'isolement et de dépendance précoce.

Le logement social est donc un outil majeur de lutte pour l'inclusion, il ne représente que 16 % des résidences principales, loin des 25 % préconisés par la Loi SRU.

Pour la CGT le logement social doit être au cœur du « virage domiciliaire » :

- En premier lieu construire 500 000 logements par an au lieu des 80 000 actuels dont 250 000 logements sociaux
- Droit à l'accessibilité pour toutes et tous, quelle que soit la situation de handicap ou de perte d'autonomie
- Droit au logement social pour toutes et tous
- Prioriser un accès aux aînés : 30 % des logements sociaux devraient être réservés aux seniors, avec des critères d'attribution assouplis (revenus, handicap)
- Rénover massivement : 40 % des logements sociaux construits avant 1975 sont énergivores ; la CGT exige un plan rénovation de 10 Milliards par an

¹ Source : rapport Fondation pour le logement des défavorisés 2025 https://www.fondationpourlelogement.fr/sites/default/files/2025-02/ETAT_DU_MAL_LOGEMENT_EN_FRANCE_WEB_2025.pdf

- un encadrement strict des loyers et charges plafonnés à 20 % des revenus des retraité-es
- Taxation des logements vacants à 50 % de leur valeur locative
- Arrêt des expulsions : la trêve hivernale doit être étendue à toute l'année pour les plus de 70 ans

Le « CHEZ SOI » NE DOIT PAS ÊTRE UN PRIVILÈGE MAIS UN DROIT INALIÉNABLE.

Ce tournant qui opte pour le maintien à domicile plutôt que l'institutionnalisation systématique priorisée depuis les années 1970, ne peut réussir sans une diversification ambitieuse des solutions de logement.

La CGT revendique une politique globale du logement, intégrant des habitats adaptés, accessibles et solidaires, afin de garantir dignité et autonomie à toutes et tous.



LE MAINTIEN À DOMICILE : UN OBJECTIF À RÉINVENTER

Aujourd'hui, plus de 75 % des personnes âgées dépendantes, dont 50 % des GIR 1 et 2, vivent à leur domicile, le plus souvent grâce à l'intervention d'aidant.es : soit plus de 11 Millions, dont 70 % de femmes, pour 1 362 000 personnes handicapées

à des degrés divers. Certain.es interviennent jusqu'à 34 heures hebdomadaires, alors que les professionnel·les n'interviennent que pour 9 heures en moyenne.

Si cette préférence pour le domicile est largement compréhensible pour le maintien dans son lieu de vie, dans son quartier, avec ses connaissances et son indépendance..., elle se heurte à des carences criantes : des logements inadaptés, des services publics trop rares et des services à la personne souvent défaillants. De fait, beaucoup de personnes souffrent de solitude (300 000 personnes âgées en situation de mort sociale), voire de maltraitance, du fait de ces carences.

Le domiciliaire ne doit pas être la politique du moindre coût, mais du vivre mieux. Il doit bénéficier d'un financement à la hauteur du choix de vie de la grande majorité des personnes âgées

Le maintien à domicile est financé de façon dérisoire. En 2021, pour dix euros supplémentaires accordés à l'autonomie, neuf vont à l'EHPAD et un vers le domicile. Les économies voulues par les gouvernants se heurtent à la réalité.

Le coût du maintien à domicile peut dépasser celui des EHPAD.

A prestations égales, surtout pour les dépendances fortes (présence constante d'une aide à domicile par exemple) le reste à charge pour une personne à domicile peut facilement dépasser celui d'un EHPAD. Au final 42 % des aidant.es familiaux doivent soutenir financièrement le maintien à domicile d'un proche.

La CGT exige un plan national de rénovation gratuite des logements pour les adapter aux



besoins spécifiques et un renforcement des services à domicile avec 100 000 embauches et une indispensable revalorisation des salaires.

Les aidant-es, de plus en plus nombreuses et nombreux, doivent conserver leur place d'accompagnant-es volontaires et non être contraint-es de se substituer aux soignant-es pour des raisons financières. L'utilité de leur implication doit cependant être reconnue.

Les habitats alternatifs, une solution à développer urgemment

Pour éviter la saturation des EHPAD, 108 000 places supplémentaires seraient nécessaires d'ici à 2030, ce qui n'est guère envisageable compte tenu des investissements prévus.

Pourtant, si cette forme d'habitat doit être totalement repensé dans sa gestion tant économique qu'humaine, il ne saurait être éliminé sans alternative équivalente en terme de réponses centralisées de prise en charge globale de personnes très dépendantes (moyenne d'âge 86 ans, 70 % de GIR 1 et 2 ...).



Les alternatives résidentielles doivent être prioritisées

Le domicile alternatif ne représente actuellement que 2 % du parc disponible, du village Alzheimer au béguinage, alors qu'il représente des options très attractives, des réponses à l'isolement, mais sa rareté comme son caractère onéreux constituent de vrais obstacles.

- **Les résidences Autonomie ou Foyers-logements** : un rapport de l'IGAS de 2024 préconise la construction de 100 000 logements neufs d'ici 2030, combinés à la rénovation du parc existant. Ces structures, dotées d'espaces communs et de services, permettent un accompagnement personnalisé, sans rompre le lien social
- **L'habitat inclusif et intergénérationnel** : encore marginal, ce modèle favorise la mixité générationnelle et les solidarités de voisinage. Il demeure complexe à mettre en place et doit donc bénéficier d'un financement public pour faciliter son extension nécessaire

► **Les colocations spécialisées** : pour les personnes atteintes de maladies neurodégénératives, ces dispositifs offrant un cadre sécurisé tout en préservant l'autonomie, doivent aussi bénéficier d'un soutien public pour leur conception et le fonctionnement en lien avec les usager-es

Si la mise en œuvre de cette politique dans toute sa diversité d'alternatives nécessite des moyens, son exécution ne peut être garantie que dans le cadre d'un grand Service public de l'autonomie

La réussite du virage domiciliaire nécessite une profonde transformation des politiques sociales par **un financement solidaire** :

- La CGT refuse le transfert de charges vers les usagers, leur famille et les départements
- Elle revendique la prise en compte de la compensation de perte d'autonomie à 100 % par la Sécurité sociale via les cotisations sociales et non les impôts et assurances privées

La reconnaissance des métiers de l'aide à la personne : les salarié-es du secteur, souvent précaires, doivent bénéficier de formations, de reconnaissance, de larges revalorisations de salaire et d'un statut harmonisé.

Nous avons besoin de 100 000 salariés pour l'aide à domicile et 200 000 pour les EHPAD.



La fin des établissements de soin et du médico-social à but lucratif, qu'ils s'appellent ORPEA ou EMEIS, nous voulons en finir avec l'Or Gris !



Un pilotage public unifié au travers d'un service public de l'Autonomie intégrant logement, santé et accompagnements, géré et financé par une sécurité sociale sociale démocratisée.

Pour cela, il nous faut vaincre l'austérité et la marchandisation : Les gouvernements récents, sous couvert de « soutenabilité

budgétaire » rabotent les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une politique réelle d'autonomie (- 10 Milliards en 2024 pour le logement).

Pour le droit à choisir son lieu de vie jusqu'au bout de son âge.

Le virage domiciliaire ne doit pas être un alibi pour réduire les dépenses publiques, mais **permettre un projet de société émancipateur** :

- ▶ Avec des logements adaptés, accessible et répartis sur tout le territoire
- ▶ Un accompagnement humain qualifié, reconnu et bien rémunéré
- ▶ Une Sécurité sociale Intégrale garante de l'autonomie pour toutes et tous

Solidarité intergénérationnelle, justice sociale et dignité sont les piliers d'une politique du logement répondant aux besoins de toutes et tous, tout au long de la vie

Le collectif Autonomie de l'UFR CGT Santé Action sociale



POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS
Ma retraite • Ma santé • Mes besoins quotidiens

J'adhère à la CGT

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

E-mail : Tél. :

Branche professionnelle d'origine :

Bulletin à remettre à un-e militant-e de la CGT

DÉPASSEMENTS D'HONORAIRES : SAVOIR ET AGIR

Les dépassements d'honoraires consistent, pour les professionnel·les de santé, à appliquer des tarifs supérieurs aux tarifs conventionnés, établis par la Sécurité sociale et servant de référence pour la tarification des actes médicaux. Ils ont été mis en place par Raymond Barre en 1980.

Depuis le 1^{er} février 2009, en cas de dépassement d'honoraires, une information écrite préalable doit être remise au patient dès lors que le montant des honoraires facturés est égal ou supérieur à 70 €, dépassement d'honoraires inclus.

Trois niveaux ou secteurs tarifaires et leurs effets :

- ▶ **SECTEUR 1** : tarifs conventionnels fixés par l'assurance-maladie. Pas de dépassements d'honoraires possibles.
- ▶ **SECTEUR 2** : dépassements d'honoraires possibles car honoraires libres. Le médecin conventionné du secteur 2 fixe ses tarifs seul, en fonction de sa réputation, de la complexité de l'acte de soin effectué, du temps passé avec le patient, des tarifs pratiqués par ses confrères, etc. Selon le Code de la santé publique, ceux-ci sont autorisés tant qu'ils sont appliqués avec "tact et mesure". Ces dépassements ne sont pas applicables aux patient·es relevant de la Complémentaire Santé Solidaire. Ces dépassements ont conduit les mutuelles à proposer à leurs adhérent·es des sur-cotisations, afin de les prendre en charge en tout ou en partie. C'est un facteur de discriminations financières à l'accès aux soins.
- ▶ **SECTEUR 3** : médecins non conventionnés soumis à aucune contrainte et fixant leurs tarifs librement.



AGIR : COMMENT TENTER D'ÉVITER LES DÉPASSEMENTS ?

Si c'est votre médecin traitant qui vous oriente vers un spécialiste, demandez-lui d'être adressé·e à un médecin qui ne pratique pas de dépassements d'honoraires.

En prenant rendez-vous avec tout médecin ou laboratoire (pour examens radiologiques, biologiques...) demander au secrétariat s'il pratique des dépassements d'honoraires.

Les tarifs doivent être affichés en salle d'attente (arrêté du 11 juin 1996 relatif à « l'information sur les tarifs d'honoraires pratiqués par les médecins libéraux »).

Au cas où il n'existerait pas à proximité de spécialiste ou de laboratoire en secteur 1, demandez quel est le montant des dépassements d'honoraires. Attention, il peut atteindre des centaines d'euros !!!

Si vous n'en avez pas été prévenu·e, vous n'avez pas à le payer.

N'acceptez jamais de payer en espèces, faites-le par chèques ou carte bancaire.

Ce n'est pas parce qu'on paye plus cher qu'on est mieux soigné !

**REFUSER LES DÉPASSEMENTS D'HONORAIRES,
C'EST DÉFENDRE UNE ASSURANCE-MALADIE SOLIDAIRE
CONTRE LES ASSURANCES PRIVÉES ET UNE MÉDECINE À PLUSIEURS VITESSES !**

NON AU FASCISME : HIER COMME AUJOURD'HUI, PLUS QUE JAMAIS LA RÉSISTANCE CONTINUE

Bruxelles, avril 2025

À l'occasion du 80^{ème} anniversaire de la défaite du fascisme en Europe, les membres de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP)¹ se sont rassemblés pour bien plus qu'un simple hommage. Ils ont lancé un cri d'alerte, un rappel essentiel : la bête immonde n'est pas morte. Elle change de visage, mais sa logique reste la même : haine, oppression, régression sociale. Face à cela, la vigilance et la lutte doivent rester des devoirs quotidiens.



Devant la plaque commémorative à Bruxelles de Richard LIPPER, jeune résistant belge exécuté par les nazis en 1944, les syndicalistes n'ont pas seulement nettoyé une pierre, ils ont ravivé une mémoire militante. Richard LIPPER, membre du Groupe G, saboteur, passeur d'armes, diffuseur de journaux clandestins, incarne cette jeunesse qui a choisi de dire non, de résister au prix de sa vie. « *Il s'est opposé au fascisme avec courage et conviction* », a rappelé Françoise Geng, présidente de la FSESP. « *Aujourd'hui, en tant que syndicalistes, nous nous souvenons que la résistance n'est pas seulement une question d'histoire, c'est une responsabilité. La démocratie est vivante, mais donc mortelle si on ne la nourrit pas avec les actes et les valeurs qui la caractérisent* ».



Cette responsabilité est brûlante d'actualité. Partout en Europe, les discours nationalistes, racistes, sexistes, autoritaires se banalisent, infiltrent les institutions, s'installent dans les urnes. Les droits syndicaux sont attaqués. Les Services publics, garants de solidarité et d'égalité, sont démantelés peu à peu au bénéfice d'opérateurs privés. La mémoire des luttes antifascistes est trop souvent reléguée aux cérémonies protocolaires, déconnectée du présent.

Or, comme l'ont affirmé les membres du comité exécutif de la FSESP, l'histoire ne se répète jamais à l'identique, mais elle rime. Et les mêmes causes produisent les mêmes effets : misère, division, peur, puis le retour de la violence organisée contre les plus vulnérables.

C'est pourquoi cet anniversaire ne peut pas être un simple moment de commémoration. Il doit être un point d'appui pour la mobilisation. Refuser le fascisme aujourd'hui, c'est défendre les droits des travailleurs et des travailleuses, la justice sociale, l'accueil des exilé-es, l'égalité de toutes et tous. C'est s'opposer aux gouvernements qui criminalisent les syndicats, qui musellent les médias, qui veulent faire taire les solidarités

d'où qu'elles viennent.

Le message des syndicalistes européens est clair, sans ambiguïté : « Non au fascisme, ni hier ni aujourd'hui ». Ce n'est pas un slogan figé dans le passé. C'est un mot d'ordre pour l'action, ici et maintenant. En mémoire de Richard LIPPER et de tant d'autres, résistons et agissons toujours.

Françoise GENG, CEF UFR santé Action sociale CGT et présidente de l'EPSU

1 Notre fédération santé Action sociale CGT est adhérente de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) appelée en anglais EPSU (European Public Service Union). Fondée en 1978, la FSESP représente plus de 8 millions de travailleuses et travailleurs des Services publics issus de plus de 260 organisations syndicales. Les secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'Administration locale, régionale et centrale dans tous les pays d'Europe, y sont représentés. La FSESP est affiliée à la Confédération européenne des syndicats (CES) et elle est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services Publics (ISP).